

Communiqué de presse / septembre 2008

«*Changement climatique : les Régions en action*»

Sommet mondial des Régions à Saint-Malo, les 29 & 30 octobre

Pour la première fois dans l'histoire des politiques publiques, des Régions du monde entier se sont données rendez-vous, fin octobre à St-Malo, pour faire entendre leurs voix sur un dossier éminemment prioritaire, celui du changement climatique. Jusqu'ici, seuls des scientifiques, des Etats et des ONG s'étaient exprimés et engagés sur le sujet. Aujourd'hui, c'est au tour des Régions de s'emparer de cette question planétaire et de se mobiliser pour anticiper et corriger les effets du réchauffement climatique dont elles sont les premiers témoins.

Sur proposition de la Région Bretagne et de son président Jean-Yves Le Drian

Alors que la France a fait du dossier «énergie-climat» un des enjeux de sa présidence européenne et que l'ONU prépare une nouvelle conférence mondiale sur le climat, en décembre à Poznan, la Région Bretagne et le réseau international nrg4SD¹ réuniront, à Saint-Malo, 450 représentants des Régions mais aussi des Etats, de l'Union européenne, des ONG, de la société civile et de plusieurs agences de l'ONU ; les Nations Unies accordant, pour la première fois, un intérêt tout particulier à cette démarche volontaire et novatrice conduite au niveau régional.

Plus de 80 Régions du nord et du sud présentes, sous le regard attentif de l'ONU

Après avoir dressé le tableau récent -et de plus en plus inquiétant- de la situation, les Régions ont décidé de passer à l'action et d'organiser, pendant ces 2 jours, une sorte de bourse d'échanges et d'expériences qui permettra d'apporter des réponses nouvelles, concrètes, et de démontrer le rôle central que l'échelon régional jouera, demain, dans la construction de **l'après Kyoto et les résolutions de Copenhague 2009.**

Les Régions : l'échelon le plus pertinent pour lutter efficacement

La Bretagne, le Pays basque espagnol, la Région de Nord Sumatra ou celle du Cap en Afrique du sud diffèrent par la géographie, leur culture et leurs modes de vie mais chacune peut intervenir, suivant ses compétences et moyens, pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. En prise directe avec les territoires, les populations et leurs activités, les Régions sont les mieux placées pour observer, mais aussi pour agir dans les domaines de la gestion de l'eau, des énergies nouvelles, des transports, de l'habitat durable... Dans une logique de solidarité nord-sud, elles sont déjà prêtes à aller plus loin et à inventer, à Saint-Malo, des mécanismes innovants de coopération pour améliorer la situation.

¹ Network of regional governments for sustainable development : créé au lendemain du sommet de Johannesburg 2002, il associe plus de 250 Régions des 5 continents : 29 Régions membres -dont la Bretagne, la Bourgogne et la Réunion- ainsi que les Régions de la CRPM (156 Régions maritimes européennes), du Northern forum (17 Régions arctiques), de l'ABEMA (27 états brésiliens), de l'ANAEE (31 gouvernements mexicains) et de l'OLAGI (Régions d'Amérique latine). Le réseau est présidé conjointement par deux Régions du nord et du sud, le Pays Basque Espagnol et Western Cape, en Afrique du Sud.



Communiqué de presse / septembre 2008

Une action pilote du PNUD pour aider 50 Régions du sud à se doter d'un plan climat

Avant même d'avoir eu lieu, le sommet mondial de Saint-Malo a déjà porté ses fruits : en conclusion de ces deux jours, le PNUD (Programme national des Nations Unies pour le développement) présentera en effet les grandes lignes d'une action pilote, préparée en amont avec la Bretagne et le réseau nrg4SD, qui permettra à une cinquantaine de Régions du sud, grâce au financement des Régions du nord, de mettre en œuvre leurs propres plans climat territoriaux.

L'ONU va implanter à Brest un centre mondial de services satellitaires sur le climat

Autre conséquence et non des moindres de ce rassemblement international, l'installation sur la technopole de Brest, en 2009, d'un centre d'expertise des Nations Unies, chargée pour le compte des Régions d'observer, au moyen d'applications satellitaires de très haut niveau, les effets précis du changement climatique sur les territoires. L'implantation de cette plate-forme mondiale est l'aboutissement d'un partenariat conduit entre la Région Bretagne et le PNUD, avec le soutien de Brest Métropole Océane, du Département du Finistère et du ministère des Affaires Etrangères.

Compensation carbone : un sommet exemplaire et solidaire

En sa qualité d'organisateur du Sommet de Saint-Malo, la Bretagne, Région responsable, a souhaité mettre en place un dispositif financier de compensation-carbone qui permettra, à terme, de financer une action pilote de coopération en direction des Régions du sud.

Qu'ils se déplacent par air, route ou rail, les 450 participants du sommet de Saint-Malo produiront des gaz à effet de serre. Dès le mois de mars 2008, la Région Bretagne a demandé à l'agence basque Ekopass d'évaluer cette production de carbone, en fonction des estimations de fréquentation et de l'origine probable des inscrits.

Il en a résulté que les participants produiraient 1 100 tonnes de CO₂. Ce tonnage a ensuite été « monétisé » à raison de 32€/tonne (règle applicable à partir de 2010), de préférence aux 24 €/tonne aujourd'hui en vigueur.

Anticiper sur la compensation carbone de 2010

Sur ce chapitre également, la Bretagne a souhaité montrer l'exemple en appliquant une fourchette haute en matière de compensation carbone.

Le produit de cette contribution, estimée à 35 200 €, équivaut à 5% du total de la facture d'organisation du Sommet. La Bretagne reversera cette somme au programme-pilote PNUD/Régions, qui sera signé lors de la séance plénière de conclusion du Sommet de Saint-Malo.

En savoir plus : programme ci-joint et site Internet www.worldsummitofregions.org

Contacts Presse Région Bretagne

Rennes Odile BRULEY : tél 02.99.27.13.55 – mob 06.76.87.49.57

Paris Claudine RIPERT : mob 06.73.45.18.43

SOMMET MONDIAL DES RÉGIONS

World Summit of Regions

29-30 octobre 2008,
Saint-Malo • France

en partenariat avec  CRPM CPMR



«CHANGEMENT CLIMATIQUE : LES REGIONS EN ACTION

PROGRAMME PROVISOIRE

Mercredi 29 octobre 2008

MATIN

9.30-12.30 SEANCE PLENIERE D'OUVERTURE

- *Quel état des lieux scientifique dresser sur le changement climatique ? Quelles actions et politiques sont mises en oeuvre, au niveau régional et local et aux niveaux national, européen et international ? Cette demi-journée a vocation à faire un point sur la question du changement climatique tant dans son constat scientifique que dans les politiques actuellement mises en oeuvre pour y faire face.*

9.30-10.30

Jean-Yves Le Drian, *Président de la Région Bretagne* : **Président de séance**

Jean-Louis Borloo, *Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire (sous réserve)*

Danuta Hübner, *Commissaire européenne chargée de la politique régionale (message vidéo)* :

La place des Régions et la politique de partenariat de l'Union européenne dans le domaine de la lutte contre le changement climatique

Luc Van den Brande, *Président du Comité des Régions de l'Union européenne*

La prise en charge de la question climatique par le Comité des Régions

Esther Larrañaga, *Région Euskadi, Co-présidente du réseau NRG4SD:*

Le rôle des Régions et le changement climatique

Cécile Molinier, *Directrice du PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement)*

L'Europe Les Régions : un atout dans la lutte contre le changement climatique

10.30-11.20 **Changement climatique : perceptions sociales et connaissances scientifiques**

Nicolas Hulot, *Président-créateur de la Fondation Nicolas Hulot*

Les perceptions sociales du changement climatique, voir et agir

Jaqueline MacGlade, *Directrice de l'Agence européenne de l'Environnement*

Le changement climatique en faits et en chiffres

Al-Hamndou Dorsouma, *Observatoire du Sahara et du Sahel :*

Les effets du réchauffement global sur un ensemble géoclimatique, le cas de la zone sahélienne

Jean Jouzel, *Vice-Président du GIEC (Groupe International d'Experts sur le Climat) :*

Les accords de Kyoto, un galop d'essai nécessaire mais insuffisant ?

11.40-12.30 **Changement climatique : l'engagement des pouvoirs régionaux et locaux**

Pierre Uys, *Ministre pour l'Environnement et l'aménagement, Région du Cap, Afrique du Sud*

Le réseau nrg4SD, de Johannesburg (2002) à Saint-Malo (2008)

Monique Barbut, *Présidente du FEM-GEF (Fonds pour l'Environnement Mondial)*

La contribution potentielle des régions dans les programmes mondiaux

Amadou Gueye, *ancien président du Conseil régional des jeunes de Bretagne*

Agir ici et maintenant, les propositions des lycéens bretons

Christian Guyonvarc'h, *Vice-Président de la Région Bretagne chargé des Affaires internationales*

Conclusion de la Séance d'ouverture : les attentes et axes de travail du Sommet de Saint-Malo



APRES MIDI

Intervention de Jean Pierre Jouyet, Secrétaire d'Etat chargé des Affaires Européennes :
L'institution régionale un levier de créativité

14.00-18.00 ATELIERS THEMATIQUES SPECIALISES, en parallèle

Biodiversité - Agriculture - Gestion Forestière

Coordinateurs: Western Cape (Afrique du Sud) - Kaunas (Lituanie)

Avec le réchauffement de la planète, les scientifiques prévoient un appauvrissement massif de la biodiversité et une profonde modification de l'agriculture mondiale. Dans cette évolution, les forêts jouent un rôle capital par leur capacité à consommer du carbone et leur apport en matières premières renouvelables. Quelles sont les initiatives des régions pour s'adapter à la nouvelle donne climatique ? Comment protéger les dernières forêts primaires et les peuples qui y vivent ?

Eau - Gestion intégrée des zones côtières

Coordinateurs: Nord Sumatra (Indonésie) - Bretagne (France)

Précipitations, fonte des glaciers, montée du niveau des mers... : ces phénomènes surviennent alors que l'urbanisation croissante rend nécessaire une utilisation économe de l'eau douce et que les habitats et les activités économiques doivent se réorganiser le long des zones littorales. Comment les régions prennent-elles en compte ces nouvelles contraintes ? Quelles actions engagent-elles pour y faire face ?

Nouvelles Technologies - énergies renouvelables

Coordinateurs: Etat de São Paulo (Brésil) - Pays Basque

La nécessité de concevoir des modes de développement économique plus durables et protecteurs ouvre un champ d'action inédit et prometteur aux secteurs développant des technologies moins productrices de gaz à effets de serre. Comment les régions préparent-elles le recours aux énergies renouvelables dans ce contexte d'urgence climatique ? Quelles priorités affichent-elles pour préparer la révolution énergétique qui bouleversera les schémas mis en pratique au 20^{ème} siècle ?

SOIREE

22.00-23.00 - Concert de l'ensemble Bassi Kouyaté / Hamon-Martin Amétis (Niger-Bretagne)



Jeudi 30 octobre 2008

MATIN

9.00-12.30 ATELIERS THEMATIQUES

Echange et transfert de compétences - Mise en réseau - Coopération

Coordinateurs: Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM) - Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

L'action des régions ne pourra se faire qu'en partenariat, à la fois pour exprimer un objectif de solidarité et de transfert de compétences entre les régions plus ou moins avancées, mais aussi pour répondre de manière adaptée à des conditions spécifiques locales. Comment partager les compétences et acquis techniques entre les régions disposant d'une expertise et celles qui en ont besoin ? Quels mécanismes de collaboration imaginer entre les régions du monde ?

Post Kyoto - Après 2012

Coordinateurs: Toscane (Italie) - Catalogne

La Conférence de Bali fin 2007 a marqué l'engagement d'une nouvelle phase de négociation avec, comme horizon, le renouvellement de la première génération d'accords issue de la Conférence de Kyoto. Quelles sont les attentes des régions sur ce point ? Quel rôle entendent-elles jouer alors qu'elles se sont même engagées dans la lutte contre le changement climatique et qu'elles élaborent des politiques aptes à s'y adapter ? Existe-t-il une place pour un point de vue authentiquement régional dans une négociation qui n'a pour le moment privilégié que les Etats ?

APRES MIDI

14.00-18.30 SEANCE PLENIERE DE CLOTURE

Claudio Martini, *Président de la CRPM et de la Région Toscane*
Président de séance

14.00-15.00 Synthèse des sessions thématiques

15.00-16.00 Les points-clés de l'action des Régions

16.00-17.00 Enjeux et propositions concrètes

17.15- 18.00 Signature du programme-pilote « Régions et Changement Climatique » à l'initiative du PNUD, de l'ADEME et du nrg4SD

Signature du Protocole d'implantation de CLIMSAT à Brest

18.00-19.00 Allocutions de clôture

Christophe Bouvier, *Directeur du PNUE Europe (Programme des Nations Unies pour l'Environnement)*
La perception de l'action des régions par les Nations Unies

Commission européenne : Les perspectives de collaboration avec l'Union européenne

Paul Vergès, *Président du Conseil Régional de la Réunion, Président de l'ONERC*

L'action des gouvernements régionaux contre le changement climatique, un nouvel axe pour les relations internationales ?

Jean-Yves Le Drian, *Président de la Région Bretagne* : Clôture officielle



nrg4SD : un réseau présent dans le monde entier

Des Régions engagées dans le développement durable

Créé en 2002, dans le prolongement du sommet de Johannesburg, le réseau des gouvernements régionaux pour le développement durable (Network of regional governments for sustainable development) rassemble aujourd'hui une trentaine de Régions représentant 16 pays, mais son audience s'étend bien au-delà, à travers l'adhésion de 5 grands réseaux de Régions : la CRPM, le Northern Forum, OLAGI, ABEMA et ANAEE, représentant plus de 300 Régions dans le monde.

Les objectifs

Confronter les expériences, encourager les initiatives locales

Les ambitions du réseau ont été exprimées dans la Déclaration de Gauteng (Afrique du Sud) en 2002 : elles se situent dans la lignée de la Déclaration de Rio et des objectifs du millénaire des Nations Unies.

Cette charte précise que l'échelon régional est le mieux adapté pour œuvrer en faveur du développement durable et que le réseau s'engage à mutualiser les expériences des Régions et à favoriser les collaborations proches ou lointaines.

Faire entendre la voix des Régions sur la scène internationale

Outre la confrontation d'expériences, son objectif est de faire entendre la voix des Régions dans les négociations internationales relatives au développement durable et au changement climatique. Le sommet de Saint-Malo marque donc une étape décisive dans la montée en puissance du nrg4SD.

Si l'échelon local est considéré comme essentiel, le réseau entend travailler avec tous les niveaux de gouvernement et les Nations Unies. Il est d'ores et déjà accrédité auprès de l'ONU avec statut d'observateur au sein de la Convention Cadre sur le Changement Climatique ainsi qu'au Conseil des Gouverneurs/Forum Environnemental Ministériel Mondial du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

Le réseau est aussi membre du Forum Mondial des réseaux de Gouvernements Régionaux (FOGAR), rassemblant plus de 500 régions dans le monde. Au sein de cette instance nouvelle, créée à Marseille en mars 2007, le nrg4SD suit les questions de développement durable.

En savoir plus : www.nrg4sd.net



Les membres du réseau nrg4SD : 29 Régions adhérentes

Açores	(Espagne)	Nord Sumatra	(Indonésie)
Aragon	(Espagne)	Pays Basque	(Espagne)
Bourgogne	(France)	Pays de Galles	(Royaume-Uni)
Bretagne	(France)	Réunion	(France)
Callao	(Pérou)	Riau	(Indonésie)
Cantabrie	(Espagne)	Santa Fé	(Argentine)
Catalogne	(Espagne)	Sao Paulo	(Brésil)
Chaco	(Argentine)	Sofala	(Mozambique)
Khulna District	(Bangladesh)	South West of England Development Agency	(Royaume-Uni)
Flandres	(Belgique)	Toscane	(Italie)
Galice	(Espagne)	Tulcea	(Roumanie)
Goias	(Brésil)	Valence	(Espagne)
Java Ouest	(Indonésie)	Wallonie	(Belgique)
Kaunas	(Lituanie)	Western Cape	(Afrique du Sud)
Mbale District	(Ouganda)		

5 Réseaux adhérents

CRPM / Conférence des Régions Périphériques Maritimes (Europe) :
156 Régions issues de 28 pays

Northern Forum (17 Régions polaires) :

Alberta / Yukon Nunavut (Canada) ; Heilongjiang (Chine) ; Laponie (Finlande) ; Akureyri (Islande) ; Hokkaido (Japon) ; Gangwon (Corée du Sud) ; Khanty Mansiysk / Chukotka / Krasnovarsk / Komi / Sakha / Saint-Pétersbourg / Yamalo Nenets / Vologda (Russie) ; Alaska (Etats-Unis).

OLAGI / Organización Latinoamericana de Gobiernos Intermedios (Amérique Latine) :
Gouvernements régionaux des 17 pays de l'Amérique Latine

ABEMA / Associação Brasileira de Entidades Estaduais de Meio Ambiente (Brésil) :
27 gouvernements régionaux du Brésil

ANAEE / Asociación Nacional de Autoridades Ambientales Estatales (Mexique) :
31 Gouvernements régionaux du Mexique



Sommet mondial de St-Malo : «les Régions en action»

Déjà 79 Régions inscrites

EUROPE

Allemagne	(Saxe)
Autriche	(Basse Autriche)
Belgique	(Wallonie / Flandres)
Espagne	(Pays Basque / Andalousie / Canaries / Iles Baléares / Asturies / Malaga / Catalogne)
France	(Bretagne / Midi- Pyrénées / PACA / Martinique / Bourgogne / Centre / Aquitaine/ Poitou-Charentes /Réunion / Guadeloupe)
Italie	(Vénétie / Toscane)
Lituanie	(Kaunas / Klapeida)
Norvège	(Rogaland)
Pays Bas	(South Holland / Zeeland / Drethe/ Northern Netherlands)
Portugal	(Alentejo / Aveiro / Norte Portugal)
Roumanie	(Brasov)
Royaume-Uni	(Pays de Galles / East Sussex / Ecosse / Hampshire / Cornouailles)
Russie	(Khanty-Mansyisk / Sakha / Vologda)
Suède	(Norrbotten)
Ukraine	(Lugansk Oblast)

AFRIQUE

Afrique du Sud	(Western Cape)
Burkina Faso	(Nord)
Madagascar	(Analanjirofo / Anosy)
Maroc	(Oued Eddahab Lagouira / Tanger-Tétouan / Casablanca (CU))
Ouganda	(M'Bare)
R.D.Congo	(Lekoumou)
Sénégal	(Linkering / Kolda / Kandia / Dioulacolon / Djibabouya / Fatick / Kounkane / Louga / Tambacounda / Saint-Louis)

ASIE

Bangladesh	(Khulna)
Chine	(Heilongjiang)
Corée du Sud	(Gangwon)
Inde	(Penjab)
Indonésie	(Nord Sumatra)
Japon	(Kyoto)
Taïwan	(District de Taipei)
Vietnam	(Hanoi / Hue)

AMERIQUE

Etats-Unis	(Alaska)
Brésil	(Sao Paulo)
Chili	(Antofagasta)
Colombie	(Caribe)
Mexique	(Mexico / Santa Cruz)
Pérou	(Callao)

Pays représentés uniquement au niveau national

Cameroun	Népal
Comores	Ouganda
Gabon	Seychelles
Ile Maurice	Tunisie



Organisations internationales présentes

Institutions européennes

- . Commission européenne
(DG Politique Régionale, Développement, Environnement, Relations Extérieures)
- . Parlement européen
- . Comité des Régions
- . Agence Européenne de l'Environnement

Organisations internationales

- . PNUD/Programme des Nations Unies pour le Développement
- . PNUE/Programme des Nations Unies pour l'Environnement
- . FAO/Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
- . UNOSAT/Programme des Nations Unies pour les Applications Satellites opérationnelles
- . GIEC/Groupe International d'Experts sur le Climat

Réseaux internationaux de régions

- . AIRF/Association Internationale des Régions Francophones
- . CCRE/Conseil des Communes et Régions d'Europe
- . FEDARENE/Fédération Européenne des Agences Régionales de l'Energie et de l'Environnement



Programme PNUD en faveur des Régions

Une action de coopération nord-sud sur 5 ans

Face au réchauffement climatique, les pays les moins industrialisés, qui n'ont que peu contribué aux émissions de gaz à effet de serre, sont aussi les plus vulnérables. L'objectif de ce programme de solidarité, porté par le PNUD, est de donner aux Régions du sud les moyens de faire face aux effets du changement climatique, afin qu'elles deviennent des territoires résilients et neutres en carbone. C'est la première fois dans l'histoire des Nations Unies qu'un programme s'adresse directement au niveau infra-étatique. Les fonds mobilisés (70 Millions de dollars) devraient générer 2,5 Milliards de dollars de projets dans les Régions en développement.

Première étape : sensibiliser et former 500 Régions

L'idée est d'organiser des ateliers de formation dans 22 ensembles régionaux à travers le monde où les Régions du sud seraient sensibilisées, en grande partie par leurs homologues du nord, aux défis engendrés par le changement climatique mais aussi sur les mesures, bonnes pratiques et solutions technologiques déjà mises en œuvre à travers le monde.

Deuxième étape : aider 50 Régions à élaborer leur plan climat territorial...

Cette première phase de formation permettra d'identifier une cinquantaine de Régions désireuses d'aller plus loin : il leur sera proposé de définir un Plan Climat Territorial comportant deux volets d'action en matière d'atténuation et d'adaptation au réchauffement climatique.

Atténuation : la réalisation d'un Bilan Carbone, suivant les méthodes éprouvées de l'ADEME, permettra à la collectivité engagée de quantifier et de qualifier ses émissions de gaz à effet de serre.

Adaptation : à partir d'une cartographie satellitaire réalisée par CLIMSAT, la Région connaîtra précisément la vulnérabilité de son territoire. En fonction de différentes hypothèses (niveau de la mer, variation de la température, pluviométrie, etc), elle sera plus à même d'anticiper sur les impacts possibles du changement climatique.

... et à concrétiser des centaines de projets

Chacune des 50 Régions sera accompagnée dans l'identification et le montage de centaine de projets :

- en matière d'atténuation, avec la mise en place de nouvelles réglementations et politiques publiques : performances thermiques des bâtiments, révision des POS, instauration de taxes carbone....
- en matière d'adaptation, avec la programmation d'investissements matériels : isolation des bâtiments, récupération de gaz issus de la méthanisation des déchets, installation de petites centrales électriques solaires et éoliennes, géothermie, transports rationalisés, etc.



Au-delà des projets territoriaux, le programme prévoit d'aider les Régions à trouver et exploiter de nouvelles sources de financement pour financer leurs investissements : fiscalité, certificats d'économie d'énergie, crédit d'impôt, tarifs d'achat pour les EnR, prêts à faible taux d'intérêt, contrats de partenariat, finance carbone, fonds publics pour les changements climatiques...

Les premières Régions candidates

Quelques Régions pilotes s'engageront dans ce processus dès la fin 2008, dans le cadre d'un partenariat avec le réseau des Régions nrg4SD. Cette première action impliquera une douzaine de Régions du monde ; elle vise à favoriser les échanges de compétences entre 4 à 6 Régions en voie de développement et 8 Régions industrialisées autour des méthodes de calcul du bilan carbone et de mesure de l'impact du changement climatique.

Au sud (liste provisoire) :

Western Cape (Afrique du Sud),
Sofala (Mozambique),
Nord Sumatra (Indonésie),
Santa Fé (Argentine).

Au nord (liste provisoire) :

Bretagne,
Euskadi,
Ecosse (à confirmer),
Catalogne (à confirmer),
Toscane (à confirmer),
Sao Paulo (Brésil).

Les partenaires financiers du programme

Le PNUD se charge de l'ingénierie financière du programme. Son rôle, outre la mise en oeuvre des actions de coopération, consiste à lever les fonds nécessaires auprès des Etats, des Régions et de partenaires privés. Le réseau NRG4SD et la Région Bretagne se sont déjà engagés à y participer.

Le PNUD, présent dans 166 pays en développement

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) est une [agence spécialisée](#) de l'[ONU](#) dont la vocation est d'aider les [pays en voie de développement](#) à atteindre les objectifs du millénaire en matière de gouvernance démocratique, réduction de la pauvreté, prévention des crises, lutte contre la propagation du [VIH/sida](#) et protection des ressources durables.

Basé à [New York](#) et Genève, le PNUD intervient dans 166 pays. Chaque année, il publie un [rapport sur le développement humain](#) ; le dernier en date (2007-2008) porte sur « *La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé* ».

Le PNUD s'est donc fixé cette année des priorités identiques à celles du réseau nrg4SD, dans un même esprit de solidarité et de coopération.

Au sein de cette agence, Christophe Nuttall est chargé d'élaborer des programmes coopératifs innovants, notamment sur le plan financier, qui associent les Nations Unies, des Etats mais aussi des Régions, des villes du nord et du sud.



L'ONU choisit d'implanter CLIMSAT à Brest

Un centre de services satellitaires au service des Régions

Dans le cadre de son programme de lutte contre le réchauffement climatique engagé au côté des Régions, le PNUD a souhaité mettre en place un centre d'expertise à vocation mondiale qui permettrait aux Régions, notamment les plus pauvres, d'accéder à l'imagerie satellitaire et à ses applications les plus récentes pour les aider dans l'aménagement durable de leurs territoires.

En raison d'une concentration des compétences, des outils de recherche et des entreprises performantes en matière de climatologie, océanographie et télécommunications, la région brestoïse a retenu l'attention des Nations-Unies.

L'implantation de cette plate-forme mondiale, sur la technopole de Brest-Iroise, est l'aboutissement du partenariat engagé, en amont du sommet mondial de Saint-Malo, entre le PNUD et la Région Bretagne, rapidement rejoints par le Conseil général du Finistère et Brest Métropole Océane.

5 000 images par an pour mieux connaître la vulnérabilité des territoires

Le projet CLIMSAT, coordonné sur place par Alain Retière, aura pour vocation de réaliser, pour le compte des Régions, des cartes satellites précisant la vulnérabilité des territoires face au changement climatique. Ces données d'une grande précision (permettront d'anticiper sur les impacts possibles dans les temps et l'espace (niveau de la mer, variation de la température, pluviométrie...) et d'envisager par conséquent des plans d'adaptation.

Le centre CLIMSAT aura vocation à travailler avec les autres acteurs scientifiques et opérateurs techniques du territoire breton. Alain Retière, qui pilotait jusqu'ici le service UNOSAT de l'ONU à Genève, animera, dans un premier temps, une petite équipe de 3 à 4 personnes, mais l'objectif, à terme, est de voir les effectifs s'étoffer autour d'une cinquantaine de collaborateurs.

Après Paris et Lyon (OMS), CLIMSAT est la 3ème implantation onusienne en France.

